

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT****N ° 1151**

présenté par

M. Davi, M. Peytavie, Mme Garin, M. Lucas-Lundy, Mme Sandrine Rousseau, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Duplessy, M. Fournier, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, Mme Ozenne, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

-----

**ARTICLE 11**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 11 présente le solde de l'ensemble des régimes obligatoires de base et du FSV pour 2025. Le présent amendement des député.es du groupe Écologiste et Social a pour objet de le supprimer.

Le déficit prévu de l'ensemble des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale devrait s'élever à 16 Mds d'euros en 2025. Ce déficit des comptes de la sécurité sociale est très largement le produit de la politique d'exonération sociale menée depuis 2017 qui appauvrit constamment le financement de la sécurité sociale au titre d'une politique de l'emploi que nous contestons parce qu'elle met l'accent uniquement sur l'allègement des coûts sur les bas salaires plutôt que sur l'amélioration de la qualité des emplois et l'élévation du niveau de qualification. Ces mesures destinées à soutenir l'emploi et à réduire le coût du travail pour les entreprises représentent 18 milliards d'euros par an de manque à gagner pour la Sécurité sociale, selon la Cour des comptes.

Cette situation est d'autant plus problématique que le déficit des comptes de la sécurité sociale ne permet pas en réalité de répondre aux besoins des Français notamment en matière d'accès aux soins et de prise en charge de la perte d'autonomie.

L'accès aux soins est de plus en plus difficile - un Français sur trois (34%) juge difficile l'accès aux services de santé autour de chez lui – et les déserts médicaux prennent une ampleur inédite : 11 millions de français habitent à plus de 30 minutes d'un service d'urgences. Les économies sur les dépenses de santé (15 milliards d'euros sont attendus par le gouvernement) s'effectuent toujours au détriment des plus pauvres qui sont celles qui dépensent relativement le plus pour leur santé - les 10 % les plus précaires consacrent ainsi 7,5 % de leur revenu à leur santé contre 2,4 % pour les 10 % les plus aisés – et qui ont moins accès aux complémentaires santé – en 2017 ils dépensaient 386 € contre 1 414 € pour les 10 % les plus riches pour s'offrir une complémentaire santé – et sont en conséquence, peu remboursés lors des dépassements.

Alors que 3 millions de personnes seront en situation de dépendance en 2030, notre système de soin et d'accompagnement social est de plus en plus fragilisé par la pénurie de professionnels et l'insuffisance des taux d'encadrement. Un EHPAD sur deux signale des difficultés majeures pour recruter et le ratio moyen de personnel soignant dans les établissements est de seulement 0,63 équivalent temps plein pour 100 résidents en France, un ratio bien en deçà des standards de nos voisins européens (ce ratio est par exemple de 0,8 aux Pays-Bas ou en Suède).

L'état de notre système de soin et d'accompagnement social résulte principalement d'un sous-investissement durable, que ce soit dans les EPHAD - en 2023, environ 80 % des EHPAD publics et associatifs n'ont pas réussi à équilibrer leurs budgets - ou à l'hôpital public - le déficit cumulé des hôpitaux publics a atteint 1,2 milliard d'euros en 2023.

Dans ce contexte, les objectifs d'économies affichés par ce projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 sont incompatibles avec l'effort d'investissement que la situation de notre système de soin et d'accompagnement social exige. Dans ce cadre le groupe écologiste et social appelle à un effort d'investissement dans notre système de soin et d'accompagnement social et à une revalorisation des professionnels en particulier qui le font vivre.